

## Questions orales

LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE  
LOGEMENT

L'APPROBATION DU BUDGET POUR 1972-1973

**M. Terry Grier (Toronto-Lakeshore):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. A-t-il déjà approuvé le budget d'investissement de la SCHL pour 1972-1973?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je prendrai avis de la question de façon à pouvoir donner une réponse tout à fait juste.

[Plus tard]

**M. Grier:** Ma question supplémentaire s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines et se rattache à celle que j'ai posée au ministre des Finances. Le ministre assurerait-il la Chambre qu'il verra à ce que ce budget d'investissement soit approuvé et déposé à la Chambre avant la deuxième lecture du bill C-133?

**L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, je serais disposé à le faire, mais le budget d'investissement sera étudié au comité quand les prévisions budgétaires de la société seront étudiées, et je ne voudrais pas retarder de cette façon l'adoption du bill C-133.

\* \* \*

## LES PÊCHES

HARENG—L'ÉTABLISSEMENT DE LIGNES DE FERMETURE  
DANS LES BAIES DE PLAISANCE ET STE-MARIE

**M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Environnement et des Pêches. Vu l'importance de la pêche au hareng pour les pêcheurs de Terre-Neuve et, tout particulièrement, dans ma circonscription, et vu qu'on n'a pas fait toutes les recherches voulues pour évaluer les populations, le ministre nous dirait-il si le gouvernement a l'intention d'établir des lignes de fermeture dans certaines baies, et je songe en particulier à la baie de Plaisance et à la baie Ste-Marie dans ma circonscription, afin de protéger les populations de hareng contre un épuisement possible?

**L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement et des Pêches):** Monsieur l'Orateur, le député ne l'ignore pas, nous avons mis sur pied dans cette région un comité de gestion de la pêche au hareng qui se compose de représentants des pêcheurs, des poissonniers etc., et j'attends les recommandations de ce comité dans un avenir rapproché.

**M. Carter:** Je me demande si le ministre dirait à la Chambre—de nouveau à cause de l'importance de cette industrie—s'il existe assez de données et s'il s'est fait des recherches suffisantes pour permettre au ministère d'imposer un contingentement dans ces baies?

**L'hon. M. Davis:** Nous avons déjà établi les contingents, mais le comité devrait me faire des recommandations plus précises au sujet du contingentement pour les différentes baies.

[L'hon. M. Faulkner.]

## LA FONCTION PUBLIQUE

HULL (P.Q.)—MESURES EN VUE DE RESPECTER LA  
POLITIQUE RELATIVE AU BILINGUISME DANS LES  
NOUVEAUX BUREAUX DU MINISTÈRE DE  
L'ENVIRONNEMENT

[Français]

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Environnement.

Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a pris des dispositions pour que le bilinguisme soit respecté par les fonctionnaires qui travaillent à l'édifice Fontaine, à Hull, et pour que les fonctionnaires francophones de ce ministère puissent travailler dans leur langue?

[Traduction]

**L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement et des Pêches):** Oui, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

## LES INONDATIONS

FRASER—LES ENTRETIENS AVEC LA C.-B. AU SUJET DE  
LA PROTECTION CONTRE LES CRUES

**M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question au ministre de l'Environnement. Étant donné la crainte que suscitent chaque année les inondations des basses terres du Sud de la Colombie-Britannique, y a-t-il eu des pourparlers récents avec la Colombie-Britannique à propos de la construction de digues, des travaux de dragage et autres engagés sur le Fraser pour neutraliser les risques d'inondation?

**L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement et des Pêches):** Oui, monsieur l'Orateur. J'ai rencontré le ministre des terres, des forêts et des eaux de la Colombie-Britannique. Je lui ai en outre écrit plusieurs fois, lui offrant d'élargir la portée de cette entente et d'accroître notre contribution en dollars et notre participation au coût total des digues.

**M. Patterson:** Y a-t-il eu une entente entre les gouvernements fédéral et provincial pour ce qui est de partager moitié-moitié les frais d'établissement de ces travaux?

**L'hon. M. Davis:** L'entente de 1968 adopte une formule 45-45-10 de participation. C'est la participation locale de 10 p. 100 qui pose un problème. Nous sommes disposés à défrayer 50 p. 100 de la totalité des coûts au palier fédéral.

\* \* \*

## L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

LA PROLIFÉRATION DES MINISTÈRES ET DES  
IMMEUBLES À OTTAWA—LA POLITIQUE ENVISAGÉE

**M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Je veux lui donner l'assurance que, à la lumière du budget qui s'annonce, j'estime cette question importante. Étant donné la prolifération des immeubles et des ministères de l'État dans toute la ville d'Ottawa, ce qui me choque, alors que je reviens dans cette ville après plusieurs années d'absence, et étant donné l'intention avouée du gouvernement d'acheter d'autres immeubles de la rue Wellington, le premier ministre